

F.C.G.

REVISEURS D'ENTREPRISES

SOCIÉTÉ CIVILE SOUS FORME DE S.C.R.L.

Rapport de transparence

Janvier 2019

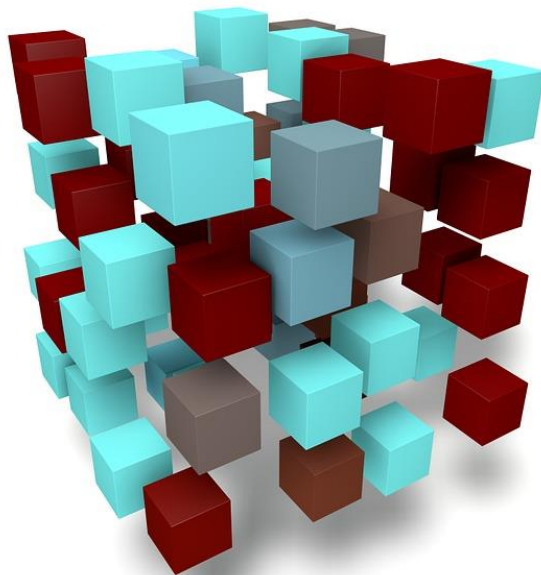
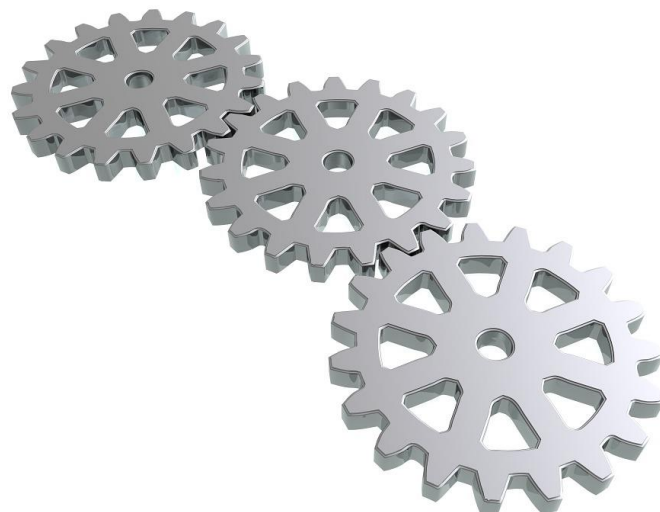


Table des matières

Table des matières	2
Introduction	3
Structure juridique	4
Réseau	5
Structure de gouvernance	5
Système de contrôle qualité interne	6
Contrôle de qualité externe	6
Mandats de commissaire auprès d'entités d'intérêt public	7
Pratique d'indépendance	8
Formation permanente	8
Information financière	9
Bases de la rémunération des associés	9
Actualisation	10



Introduction

En application de l'article 15 de la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des Réviseurs d'Entreprises et organisant la supervision publique de la profession de Réviseur d'Entreprises, coordonnée le 30 avril 2007, les Réviseurs d'Entreprises personnes physiques et cabinets de révision qui procèdent au contrôle légal des comptes annuels statutaires ou des comptes consolidés d'entités d'intérêts public doivent publier sur leur site internet dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice comptable, un rapport annuel de transparence.

Par entités d'intérêt public, il faut entendre : les sociétés cotées au sens de l'article 4 du Code des sociétés, les établissements de crédit au sens de l'article 1er de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et les entreprises d'assurance au sens de l'article 2 de la loi du 9 juillet 1975 concernant le contrôle des entreprises d'assurance.

Conformément aux dispositions légales précitées, nous établissons le présent rapport sur base de la dernière clôture de la situation comptable au 30 septembre 2018 du cabinet de révision. La structure de ce rapport suit la structure de l'article 15, § 2 précité de la loi du 22 juillet 1953.

Ce rapport de transparence est établi au nom de la ScCRL « F.C.G. Réviseurs d'Entreprises », dont le siège social est situé rue de Jausse, n° 49 à 5100 Naninne.

Contact

Téléphone : +32 81/30.22.42

Fax : +32 81/31.08.50

E-mail : namur@fcg-audit.be

Site Internet : www.fcg-audit.be

Structure juridique

La société de Réviseurs « F.C.G. Réviseurs d'Entreprises » est une société civile sous forme de société coopérative à responsabilité limitée.

Elle a été constituée le 23 décembre 1991 par acte de Maître Caroline REMON, Notaire à Jambes.

Ses statuts ont été modifiés à deux reprises :

- le 23 janvier 2004 par acte de Maître Jean-Paul Declairfayt, Notaire à Assesse (conversion du capital en euros, adaptation des statuts) ;
- le 24 octobre 2013 par acte de Maître Antoine Declairfayt, Notaire à Assesse (modification de la dénomination).

La société est inscrite au registre des personnes morales de Namur, sous le numéro 0446.111.908.

Elle est enregistrée depuis l'année 1992 auprès de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises sur la liste des personnes morales, sous le numéro B00164.

Son capital est variable, il est détenu par ses associés. La partie fixe de ce capital s'élève à 21.750,00 EUR.

La répartition des actions est actuellement la suivante :



Actionnaire	Nombre d'actions
Olivier RONSMANS	280
Guy CHAINIAUX	234
ScPRL « Denis Mercenier »	124
VALO SCS	83
Guy CREMER	40
BUTACIDE Nicolas	25
YCOGEFI SNC	18
Philippe CLUDTS	5
Henri GARNY	5
Total	814 actions

Réseau

Depuis l'exercice 2016-2017, le cabinet fait partie du réseau « Prime Global ». Prime Global est l'un des cinq plus grands « réseaux » de professionnels du chiffre indépendants. Ce réseau mondial en pleine croissance se décline en quatre régions autonomes (Amérique du Nord, Europe/Moyen-Orient/Afrique, Asie/Pacifique et Amérique latine/Caraïbes) et compte actuellement environ 300 sociétés membres. Les associés individuels ne sont pas membres d'un réseau national ou international de cabinets d'audit et/ou autres cabinets de révision, prestataires de services.

Structure de gouvernance

La structure de gouvernance du Cabinet s'active autour des organes légaux : Assemblée Générale, Conseil d'administration, Administrateur-délégué.

Les différentes fonctions (gestion du personnel, gestion financière, contrôle de qualité) sont réparties entre les associés.

Le contrôle interne repose sur des programmes de travail spécifiques au Cabinet et le contrôle croisé des dossiers.

Les procédures de contrôle sont supervisées par la FMSA dans le cadre du contrôle de qualité.

Système de contrôle qualité interne

Le cabinet de révision a mis en place un système de contrôle qualité interne basé sur la norme ISQC 1 et destiné à fournir au cabinet de révision l'assurance raisonnable :

- que les collaborateurs et les associés du cabinet de révision se conforment aux normes et aux exigences légales et réglementaires applicables ;
- que les rapports émis par le cabinet de révision ou les responsables de missions sont appropriés en fonction des circonstances.

Le système de contrôle qualité interne comprend des politiques et des procédures couvrant chacune des données suivantes :

- les responsabilités de l'organe de gestion,
- les règles d'éthique pertinentes,
- l'acceptation, la poursuite et la cessation d'une relation client et d'une mission,
- les ressources humaines,
- l'exécution d'une mission,
- la surveillance,
- la documentation du système de contrôle qualité interne.

Guy CHAINIAUX, administrateur-délégué de la société, confirme qu'il est d'avis que le système de contrôle qualité interne, institué au sein de la société, en application de l'article 15 § 2, d) de la loi du 22 juillet 1953, fonctionne de manière efficace et apporte une assurance raisonnable qu'il reprend les deux points du premier paragraphe.

Contrôle de qualité externe

Chaque cabinet de révision fait régulièrement l'objet d'un contrôle de qualité externe, organisé et effectué par le Collège de supervision des Réviseurs d'Entreprises (en application des articles 52 à 60 de la loi du 7 décembre 2016 portant organisation de la profession et de la supervision des Réviseurs d'Entreprises). Le dernier contrôle de qualité a été mené au 31 décembre 2017 au sujet des mandats de commissaire et d'autres missions légales qui portaient sur les comptes annuels 2016.

Ni « F.C.G. Réviseurs d'Entreprises ScCRL », ni un de ses associés n'a fait l'objet, pendant les dix dernières années, d'une procédure disciplinaire.

Mandats de Commissaire auprès d'entités d'intérêt public

Les entités d'intérêt public pour lesquelles F.C.G. Réviseurs d'Entreprises ScCRL a effectué un contrôle légal des comptes en vertu du Code des sociétés, et le cas échéant, précisés en vertu de lois spéciales (établissements de crédit, entreprises d'assurance, etc.), sont les suivantes :

Entité	Adresse	N° entreprise	Dernier BNB contrôlé
Association intercommunale Bureau Economique de la Province de Namur (BEP)	Avenue Sergent Vrithoff 2 5000 Namur	0219.802.592	31/12/2017
Société intercommunale BEP-Environnement SC SCRL	Avenue Sergent Vrithoff 2 5000 Namur	0201.400.209	31/12/2017
Société intercommunale BEP-Expansion économique SC SCRL	Avenue Sergent Vrithoff 2 5000 Namur	0201.400.011	31/12/2017
Société intercommunale BEP-Crématorium SC SCRL	Avenue Sergent Vrithoff 2 5000 Namur	0891.020.521	31/12/2017
Intercommunale pure d'électricité et de gaz (IDEFIN) SCRL	Avenue Sergent Vrithoff 2 5000 Namur	0257.744.044	31/12/2017
Namur Invest SA	Avenue des Champs Elysées 160 5000 Namur	0456.316.803	30/06/2018
Namur Capital Risque SA	Avenue des Champs Elysées 160 5000 Namur	0860.503.925	30/06/2018
Préface SA	Avenue des Champs Elysées 160 5000 Namur	0473.771.358	30/06/2018
Namur développement compétitivité SA	Avenue des Champs Elysées 160 5000 Namur	0809.583.675	30/06/2018
Namur diversification et reconversion (NADIR) SA	Avenue des Champs Elysées 160 5000 Namur	0423.855.752	30/06/2018
CHR Sambre et Meuse APP	Avenue Albert 1er 185 5000 Namur	0447.637.083	31/12/2017
Fonds de Participation Wallonie (FDPW) SA	Avenue Maurice Destenay 13 4000 Liège	0554.780.018	31/12/2017
FINEST (Finost) SCRL	Rathausplatz 14 4700 Eupen	0257.864.701	31/12/2017

Pratique d'indépendance

Les règles d'indépendance en vigueur au sein du cabinet de révision tiennent compte d'une part des dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique et d'autre part des normes applicables en Belgique.

Le Cabinet veille à ce que les associés et collaborateurs se trouvent dans une situation de parfaite indépendance dans les dossiers qu'ils traitent.

A cet effet, une déclaration est signée par chacun des associés ou collaborateurs intervenant dans chacun des dossiers.

Guy CHAINIAUX, administrateur-délégué de la société, confirme qu'une vérification interne du respect de ces règles d'indépendance a été effectuée, en application de l'article 15, § 2, g) de la loi du 22 juillet 1953.

Formation permanente

Le cabinet de révision organise la formation continue des réviseurs d'entreprises au travers d'un programme établi chaque année. Ce programme interne s'ajoute au programme annuel de formation continue de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises.

Il est, en outre, soumis pour approbation à l'Institut des Réviseurs d'Entreprises afin de pouvoir s'intégrer dans le programme de formation minimum obligatoire imposé à la profession en Belgique.

Guy CHAINIAUX, administrateur-délégué de la société, confirme conformément à l'article 15, § 2, h) de la loi du 22 juillet 1953 que la politique de formation suivie par le cabinet de révision permet à ses réviseurs d'entreprises de respecter les articles 14, § 4 et 31 de la loi du 22 juillet 1953.

Information financière

Le cabinet de révision n'étant pas membre d'un réseau, seules les informations financières du cabinet de révision sont communiquées ci-dessous (exercice clôturé le 30 septembre 2018) :

Capitaux propres	350.000,00 EUR
Total de l'actif	1.069.000,00 EUR
Chiffre d'affaires	2.028.000,00 EUR
Nombres de personnes occupées	10,3 ETP
Associés et gérants	9

Les honoraires perçus au cours de l'exercice social clos le 30 septembre 2018 se ventilent comme suit :

Missions permanentes de contrôle légal des comptes annuels	1.000.000,00 EUR
Autres missions légales	246.000,00 EUR
Autres missions	782.000,00.EUR



Bases de la rémunération des associés

La rémunération des associés est déterminée sur la base d'un montant mensuel fixe.

Les résultats de l'exercice sont répartis entre les associés en tenant compte de la solidarité et la confraternité entre ceux-ci.

La rémunération des associés – et de tous les collaborateurs du cabinet de révision – ne dépend en aucune manière des résultats des contrôles légaux des comptes ou d'autres aspects pouvant représenter un risque pour l'indépendance du cabinet de révision.

Actualisation

Les éléments d'information repris dans ce rapport de transparence ont été actualisés jusqu'au 30 septembre 2018 y compris.

Fait à Naninne en date du 15 janvier 2019.

F.C.G. Réviseurs d'Entreprises ScCRL
Représentée par :



Olivier RONSMANS,
Administrateur.

Rue de Jausse 49
5100 Naninne
Tél. 081/30.22.42
Fax 081/31.08.50
namur@fcg-audit.be

TVA BE 0446.111.908
RPM Namur
IBAN : BE14 2500 2896 4083
BIC: GEBABEBB

www.fcg-audit.be